

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20240912-lmc1343650-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mardi 17 septembre 2024
Date de publication : 19/09/2024

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 12 SEPTEMBRE 2024**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 12 septembre 2024, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : VEYRAT-MASSON Béatrice

PRÉSENTS	REPRÉSENTÉS	ABSENTS
58	20	3

OBJET DE LA DELIBERATION

N° 24/09/203

**ACTUALISATION DU PROJET
DE PLAN CLIMAT-AIR-
ENERGIE TERRITORIAL
(PCAET) DE LA METROPOLE
TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE**

PRÉSENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Dominique ANDREOTTI, M. Gilles BALDACCHINO, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, M. Pierre BONNEFOY, M. Laurent BONNET, Mme Basma BOUCHKARA, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAUX, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, M. Amaury CHARRETON, Mme Corinne CHENET, M. Franck CHOUQUET, M. Anthony CIVETTINI, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Delphine GROSSO, Mme Corinne JOUVE, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, M. Jean-David MARION, M. Erick MASCARO, Mme Josée MASSI, M. Joseph MINNITI, M. Christophe MORENO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Ange MUSSO, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, Mme Virginie PIN, Mme Valérie RIALLAND, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Yann TAINGUY, Mme Sandra TORRES, Mme Magali TURBATTE, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT, M. Christian SIMON.

REPRÉSENTÉS :

Mme Béatrice BROTONS ayant donné pouvoir à Mme Nadine ESPINASSE, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Josy CHAMBON ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, M. Jean-Pierre COLIN ayant donné pouvoir à Mme Corinne CHENET, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, Mme Sylvie LAPORTE ayant donné pouvoir à M. Ange MUSSO, M. Mohamed MAHALI ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, Mme Edwige MARINO ayant donné pouvoir à Mme Valérie BATTESTI, M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à Mme Marie-Hélène CHARLES, Mme Anne-Marie METAL ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, Mme Valérie MONDONE ayant donné pouvoir à Mme Josée MASSI, Mme Isabelle MONFORT ayant donné pouvoir à M. Laurent CUNEO, M. Amaury NAVARRANNE ayant donné pouvoir à M. Gilles BALDACCHINO, Mme Audrey PASQUALI-CERNY ayant donné pouvoir à Mme Amandine LAYEC, Mme Chantal PORTUESE ayant donné pouvoir à Mme Basma BOUCHKARA, M. Guy RAYNAUD ayant donné pouvoir à Mme Corinne JOUVE, M. Bernard ROUX ayant donné pouvoir à Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Albert TANGUY ayant donné pouvoir à M. Luc DE SAINT-SERNIN, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à M. Bruno ROURE.

ABSENTS :

Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Pascale JANVIER, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

Séance Publique du 12 septembre 2024

N° D' O R D R E : 24/09/203

O B J E T : ACTUALISATION DU PROJET DE PLAN CLIMAT-AIR-ENERGIE TERRITORIAL (PCAET) DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L229-26 et R 229-51 à R 229-56 pour le Plan Climat-Air-Energie Territorial (PCAET) indiquant le contenu des plans climat et les modalités d'élaboration et de mise en œuvre,

VU le Code de l'Environnement et plus particulièrement l'article R229-53 mentionnant que l'établissement public qui engage l'élaboration du Plan Climat-Air-Energie Territorial en définit les modalités d'élaboration et de concertation,

VU la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte et plus particulièrement son article n°188 intitulé « La transition énergétique dans les territoires »,

VU la loi n° 2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat,

VU la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets dite « loi climat et résilience »,

VU la loi n°2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le décret n° 2016-849 du 28 juin 2016 relatif au PCAET,

VU l'arrêté du 4 août 2016 relatif au PCAET,

VU la délibération n°16/04/32 du Conseil Communautaire en date du 7 avril 2016 relative au lancement de la démarche de l'élaboration du PCAET de la Communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°16/11/159 du Conseil Communautaire en date du 10 novembre 2016, définissant les modalités de concertation relatives à l'élaboration du PCAET de la Communauté d'agglomération,

VU la délibération n°22/09/252 du Conseil Métropolitain en date du 29 septembre 2022 relative à l'arrêt du projet de PCAET et de la consultation des Personnes Publiques Associées (PPA),

VU l'avis favorable avec réserves du 16 décembre 2022 des services de l'Etat sur le projet de PCAET,

VU le courrier du 17 décembre 2022 de l'Agence Régionale de la Santé,

VU l'avis délibéré du 13 janvier 2023 de la Mission régionale d'autorité environnementale Provence-Alpes-Côte d'Azur,

VU le point d'étape présenté en Commission Protection de l'Environnement, Développement Durable, Transition Ecologique et Energétique le 12 juin 2024,

VU l'avis de la Commission Protection de l'Environnement, Développement Durable, Transition Ecologique et Energétique du 4 septembre 2024,

CONSIDERANT que la présente délibération a pour objet d'acter l'engagement de la Métropole dans l'actualisation du document projet de PCAET comme acté par l'Etat et ses modalités de gouvernance et de concertation,

CONSIDERANT que le PCAET constitue la stratégie de transition du territoire sur les enjeux climat, air et énergie,

CONSIDERANT que le changement climatique devient une réalité :

- A l'échelle mondiale, le réchauffement est sans précédent depuis les 2000 dernières années :

- La température moyenne terrestre a augmenté de 1,1°C entre 1850-1900 et 2010-2020,
- Chacune des quatre dernières décennies (1980-1990 / 1990-2000 / 2000-2010 / 2010-2020) a été plus chaude que la précédente.

Si les émissions mondiales se maintiennent à leur niveau actuel, le réchauffement devrait dépasser +2°C en 2050.

- En France métropolitaine les températures moyennes annuelles montrent une augmentation marquée depuis 1980. La moyenne annuelle en 2019 de 13,7 °C a dépassé la normale (1961-1990) de 1,8 °C, plaçant 2019 parmi les années les plus chaudes depuis le début du XXe siècle, derrière 2018 (+ 2,1 °C) et 2014 (+ 1,9 °C).
- Le niveau moyen de la mer s'est élevé de 20 cm entre 1901 et 2018. Ce rythme est plus rapide qu'au cours de tous les autres siècles depuis 3000 ans.
- Egalement la hausse du nombre d'épisodes de canicules, d'inondations, d'incendies et de submersion marines sont directement liés au changement climatique,

CONSIDERANT que pour répondre à ces enjeux, l'Accord de Paris de 2015 a défini des objectifs très exigeants déclinés en France dans la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC). La SNBC, révisée en 2020, vient décliner l'objectif de maintenir en deçà de 2°C la hausse de la température grâce à l'atteinte de la neutralité carbone dès 2050,

CONSIDERANT que la Métropole s'est engagée dans l'élaboration d'un PCAET dont les objectifs portent au moins sur les domaines suivants :

- Réduction des émissions de gaz à effet de serre,
- Renforcement du stockage de carbone sur le territoire, notamment dans la végétation, les sols et les bâtiments,
- Maîtrise de la consommation d'énergie finale,
- Production et consommation des énergies renouvelables, valorisation des potentiels d'énergies de récupération et de stockage,
- Livraison d'énergie renouvelable et de récupération par les réseaux de chaleur,
- Productions biosourcées à usages autres qu'alimentaires,
- Réduction des émissions de polluants atmosphériques et de leur concentration,
- Evolution coordonnée des réseaux énergétiques,
- Adaptation au changement climatique.

CONSIDERANT que le contenu du PCAET comprend :

- un diagnostic,
- une stratégie territoriale,
- un programme d'actions,
- une évaluation environnementale stratégique,
- un dispositif de suivi et d'évaluation,

CONSIDERANT que bien que le PCAET prescrit en 2015 ne soit pas abouti, la Métropole conduit déjà plusieurs études et opérations, parmi lesquelles :

- le branchement électrique des navires à quai (croisières et ferries) au terminal portuaire Toulon Côte d'Azur, le branchement électrique des navires au port permettra de réduire de 85% le temps d'émission des fumées,
- le déploiement de bornes de recharge pour véhicules électriques et la poursuite de l'aménagement d'itinéraires cyclables,
- la construction de bâtiments exemplaires et écoquartiers conformément aux labels Bâtiments Durables Méditerranéens et Quartiers Durables Méditerranéens,
- l'accompagnement des particuliers à la rénovation énergétique de leurs logements via le dispositif « Bien chez soi »,
- la préservation des espaces naturels et le développement de la nature en ville,
- l'entretien des cours d'eau et la lutte contre l'érosion du trait de côte.

CONSIDERANT que chaque partie sera mise à jour et les observations des parties prenantes associées seront analysées et intégrées dans la mesure du possible. Il s'agit plus particulièrement de :

- l'actualisation des données sources,
- la révision à la hausse des objectifs,
- l'intégration du rapport sur les zones d'accélération de la production d'énergie renouvelables,
- la mise à jour du bilan carbone,

CONSIDERANT que la gouvernance reste inchangée et est constituée :

- d'un comité de pilotage ayant pour objet de planifier les étapes d'analyse, valider le programme de travail, décider des orientations stratégiques et entériner les résultats,
- d'un comité technique qui suit la réalisation des études et instruit les décisions à prendre par le comité de pilotage,
- d'ateliers thématiques visant l'étude d'une thématique ou d'un dossier spécifique,

CONSIDERANT qu'il convient d'actualiser les membres du comité de pilotage qui sera composé :

- de l'élu référent et de l'ensemble des Vice-Présidents de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,
- de la Direction Générale des Services (ou son représentant),
- des membres des Directions Générales Adjointes de la Métropole suivantes :
 - DGA Développement Durable et Valorisation du Territoire,
 - DGA Relations Humaines, Vie Culturelle, Associative et Démocratique,
 - DGA Aménagements Ports et Mobilités Energies,
 - DGA Economie, Innovation et Attractivité Territoriale,
 - DGA Finances et Moyens,
 - DGA Habitat Solidarités et Citoyenneté,
 - DGST Territoires et Proximité (ou leurs représentants),
- des Directions du Pilotage des Projets Institutionnels et Communication,
- des représentants des communes de la Métropole,
- des services de l'Etat : DREAL, DDTM, Préfectures de Région et Département et de l'ADEME,
- des services de la Région, du Conseil Départemental,
- de l'association de surveillance de la qualité de l'air ATMOSUD,
- de l'Agence d'Urbanisme de l'Aire Toulonnaise (AUDAT).

CONSIDERANT qu'il en est de même pour le comité technique qui sera composé des membres du comité de pilotage précités et de partenaires extérieurs (liste non exhaustive) : Territoire d'Energie du Var, RTE, ENEDIS, GRDF, ou encore des associations citoyennes,

CONSIDERANT que les ateliers réuniront des agents de la Métropole ou des partenaires extérieurs afin d'échanger sur une thématique précise ou analyser un document spécifique (diagnostic du PCAET, programme d'actions ou encore stratégie),

CONSIDERANT que conformément à l'article R229-53 du Code de l'Environnement : « [...] l'établissement public [...] définit les modalités d'élaboration et de concertation », ainsi la Métropole Toulon Provence Méditerranée établit les dispositions de mises en oeuvre de façon libre. La concertation sera effectuée en 2024 et 2025 selon les dispositions ci-après :

- une réunion de concertation sur le volet stratégie énergétique,
- une réunion de concertation sur le volet programme d'actions et évaluation environnementale,
- la présentation du document projet de plan climat-air-énergie territorial en séance du Conseil de Développement,
- la mise à disposition du public du document projet pendant une durée d'un mois.

CONSIDERANT que la concertation permettra de partager les travaux avec les partenaires institutionnels, réglementaires, et les acteurs des enjeux énergétiques en interne de la Métropole et à l'échelle du territoire, et qu'un bilan en sera tiré,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE PRENDRE ACTE de la nécessité d'actualiser le document projet de Plan Climat-Air-Energie Territorial (PCAET) et de reprendre la procédure au stade précédent l'arrêt du document projet en séance du Conseil Métropolitain du 29 septembre 2022, ainsi que d'actualiser les membres du comité de pilotage et du comité technique.

ARTICLE 2

D'APPROUVER les modalités de gouvernance et de concertation ci-dessus exposées.

ARTICLE 3

DE DIRE que la présente délibération précise la délibération n°16/11/159 du Conseil Communautaire du 10 novembre 2016, définissant les modalités de concertation relatives à l'élaboration du Plan Climat-Air-Energie Territorial de la Métropole.

ARTICLE 4

DE DIRE que la présente délibération sera transmise au Préfet du Var, au Préfet de Région, au Président du Conseil Départemental et au Président du Conseil Régional, aux Maires des communes concernées, aux représentants des autorités organisatrices mentionnées à l'article L224-31 du Code Général des collectivités territoriales présentes sur son territoire, au Président de l'autorité ayant réalisé le schéma de cohérence territoriale le cas échéant, aux présidents des organismes consulaires compétents sur son territoire ainsi qu'aux gestionnaires de réseaux d'énergie présents sur son territoire.

ARTICLE 5

D'AUTORISER Monsieur Le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer tout document y afférent.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 12 septembre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Béatrice VEYRAT-MASSON

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le secrétaire de séance

POUR 74

CONTRE 0

ABSTENTION 4

Monsieur Gilles BALDACCHINO, Monsieur Philippe LEROY,
Madame Cécile MUSCHOTTI, Monsieur Amaury NAVARRANNE.



cg3.